



# Les migrations estudiantines algériennes. Projets portés par les parents.

Houa Belhocine

► To cite this version:

Houa Belhocine. Les migrations estudiantines algériennes. Projets portés par les parents.. 2020. hal-03019186

**HAL Id: hal-03019186**

**<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-03019186>**

Preprint submitted on 23 Nov 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

*Nom : Belhocine Prénom : Houa*

*Institution de rattachement : Université Aix-Marseille, école doctorale : espaces, cultures et sociétés.*

*Laboratoire : LAMES*

*BELHOCINE Houa, Lames, CNRS, AMU, école doctorale : espaces, cultures et sociétés.*

*Hbelhocine2001@yahoo.fr*

# ***Les migrations étudiantes algériennes d'aujourd'hui.***

*Projets portés par les parents.*

## **Résumé**

Dans ce présent article, nous projetons d'exposer une partie des résultats de notre recherche sociologique de terrain qui est toujours en cours et qui traite des migrations étudiantes algériennes d'aujourd'hui. La migration étant un phénomène multifactoriel et multidimensionnel, nous avons opté pour le pluralisme théorique pour l'aborder dans sa totalité et nous avons adopté une démarche méthodologique mixte.

Un des constats relevé lors du traitement de nos données de terrain est que les parents et la fratrie ont un rôle important dans l'initiation et le processus de réalisation du projet migratoire des étudiants algériens. Pour des considérations historiques, culturelles, géographiques et stratégiques, la France est le pays de choix de ces familles pour investir dans un projet de migration dans le cadre des études de leurs enfants. Il est à signaler que notre étude concerne uniquement les migrations spontanées non encadrée ou « free-movers ».

**Mots-clés :** étudiants, migration, Algérie, France, famille.

## Introduction

Cette étude s'intéresse à la problématique de la migration étudiante spontanée non encadrée ou « free-movers » à trajectoire Sud-Nord. Elle cherche à comprendre les tenants et aboutissants de ces migrations algériennes postcoloniales. Cette étude a comporté un volet quantitatif et un volet dit qualitatif. Les données recueillies par questionnaires nous ont permis de procéder à une description quantitative de cette migration dans ses multiples aspects : caractéristiques sociologiques et différenciations internes de cette catégorie d'étudiants, conditions matérielles et économiques d'existence en France, liens avec l'immigration de travail, etc. Le volet qualitatif nous l'avons réalisé à l'aide des entretiens en vue d'une perspective biographique pour mieux saisir ce que les discours des interviewés parviennent à faire ainsi la description de cette migration en éclairant sa « face subjective » (Victor Borgogno et Lise Andresen-Vollenweider, 2000). Ainsi, nous espérons arriver à établir une typologie de la migration étudiante et des nouvelles dynamiques migratoires en Algérie. Celle-ci pourra fournir un cadre de réflexion élargi aux politiques et aussi aux chercheurs du domaine des mobilités académiques.

*La sociologie étant sciences des rapports sociaux cherche des échelles d'analyse pertinentes pour repérer les logiques sociales à l'œuvre. (...), elle vise à produire des typologies, modèles interprétatifs, qui ne rendent pas compte, par définition, de la complexité du réel, mais permettent de baliser un champ de recherche et ses enjeux (A. Rea et M. Tripier. 2008).*

Pour le traitement des données, nous avons procédé à l'analyse de contenus puis à l'analyse catégorielle, c'est-à-dire «une opération de découpage en unités puis une classification de ces unités en catégories selon des regroupements analogiques » (1983: 155), puis d'après les récurrences et les co-récurrences (Baptiste Campion - 2012), nous avons identifié le thème de cet article qui n'est qu'une unité parmi d'autres.

De ce fait, dans ce présent article, nous traiterons d'une partie des résultats de cette enquête qui dévoilent l'implication des parents dans les projets migratoires des étudiants. A cet effet, nous y mettrons l'accent sur le rôle des institutions de socialisation primaires qui sont l'école et la famille dans un contexte algérien de crise multidimensionnelle.

### **Problématique et méthode**

Dans le cadre des reconfigurations des systèmes d'enseignement suite à la mondialisation qui est un processus de « destruction créatrice », les individus développent des stratégies pour mieux s'insérer et pour contourner les problèmes que posent l'inflation des diplômes et leur dévaluation. Les jeunes des pays sous-développés sont plus touchés car ils évoluent dans des sociétés qui manquent de perspectives et qui ont du mal à leur assurer une intégration sociale. Dans le contexte algérien, face aux défaillances structurelles de l'état et aux carences en capital social et en cohésion sociale, les familles nucléaires se resserrent pour assurer à leurs enfants une vie et un avenir meilleurs. Les systèmes d'éducation et d'enseignement sont au centre des préoccupations des familles qui se consacrent entièrement à leurs enfants, ils y en a qui se sacrifient pour que leurs enfants échappent aux problèmes de la désintégration de la société. C'est ainsi que les projets d'émigration des jeunes dans le cadre des études deviennent monnaie courantes en Algérie actuellement. Ce sont les parents qui réfléchissent d'abord à l'émigration et influencent leurs enfants à se préparer au départ en adoptant toutes les stratégies bien à l'avance ; comme inscrire leurs enfants dans des établissements privés, leurs payer des cours de langue étrangère ...etc. Ces stratégies des parents incorporées par leurs enfants sont des stratégies de contournement pour supplanter aux défaillances d'intégration et de cohésion sociales des institutions de l'états-nation. En tout cas, c'est ce que notre recherche de terrain de fin 2019 nous apprend. En effet, les projets migratoires des étudiants algériens visent à échapper aux carences de cohésion et d'intégration de la société algérienne. Nous pouvons dire que l'émigration estudiantine algérienne d'aujourd'hui, loin d'être des projets spontanés individuels des étudiants, ils sont des projets bien réfléchis de parents et de fratries. Aussi,

loin d'être des projets d'études, ce sont des projets de vie. C'est ce qui relève des récits des étudiants questionnés entre novembre et décembre 2019. Au final, c'est la famille nucléaire qui est derrière les projets migratoires des enfants, ces derniers sont appréhendés par les parents comme des projets d'investissement. Aussi, le projet d'étude à l'étranger est au final un projet pour l'avenir de l'enfant puis de la famille dans des lieux opportuns.

### **Repères conceptuels**

Afin d'éclairer notre contribution, quelques concepts principaux seront mobilisés comme la socialisation, la cohésion sociale, l'intégration et la régularisation sociale.

#### ***La cohésion sociale***

Le Conseil de l'Europe définit la cohésion sociale, comme, la capacité d'une société à assurer le bien-être de tous ses membres, à minimiser les disparités et à éviter la polarisation (Conseil de L'Europe, 2004). La cohésion sociale établit un lien de cause à effet entre les mécanismes d'intégration et de protection et le sentiment d'appartenance des individus à la société. Donc, étant donné son rôle de creuset de l'intégration et de la cohésion, l'université devrait bénéficier d'une politique de l'état qui soit à la hauteur de ces attentes importantes pour l'harmonie sociale.

L'importance des institutions sociales qui structurent une communauté et des relations sociales qui tissent la société sur la rétention de populations et la diminution du phénomène d'émigration est déjà étudié par les sociologues. En effet, les recherches ont démontré l'influence des structures sociales sur les actes des individus et leurs comportements. Les actes des individus sont influencés par les caractéristiques des localités dans lesquelles ils vivent (Entwisle, Casterline et sayed, 1989 ; Young, 1999).

Les sociétés tiennent par leurs structures et par la nature des relations sociales entre les individus entre eux et entre ces derniers avec les institutions de l'état. Si l'on caractérisait la société algérienne par l'intégration et la cohésion sociales, nous aurons beaucoup de chose à dire en particulier dans ce contexte actuel de « hirak » qui fête son premier anniversaire ce 22 février 2020. Concernant l'intégration sociale, qui renvoie aux structures, comme la

distribution objective des positions sociales : inégalités sociales et scolaires, taux d'emploi, transferts sociaux, niveau des élèves ; la cohésion qui définit les attitudes, les valeurs et les dispositions favorables à la coopération, à la confiance et à la tolérance qui forment notamment, ce qu'on appelle la confiance et le capital social (François Dubet, Marie Duru-Bellat et Antoine Vérétoit. 2010). En Algérie, la confiance est rompue, la société est en manque de cohésion et d'intégration sociale.

L'Algérie pays riche en ressources naturelles adopte souvent la politique du social pour stabiliser et pour acheter la paix sociale. Cependant, avec la crise mondiale actuelle le pays est en manque de ressources et donc, la politique du social « l'achat de la paix » est mise à mal.

### ***La socialisation***

Aujourd'hui, on parle de socialisation scolaire et de socialisation familiale puisque leur action complémentaire, l'intégration des élèves dans la société en leur faisant assimiler les valeurs et les normes de comportement socialement acceptées. Mais, la famille est l'instance de socialisation la plus déterminante, puisqu'elle est chronologiquement la première qui accueille l'enfant et les premiers modèles restent les parents. En effet, la cellule de base au sein de laquelle l'enfant fait ses premiers pas est la famille, de ce fait l'enfant suit les pas des parents. La cellule familiale est le premier lieu d'éducation des enfants et le lien entre l'école et la famille et un lien de complémentarité. C'est souvent la famille qui choisit pour les enfants les établissements, les filières et parfois même leurs compagnons. C'est la famille aussi qui assure les conditions nécessaires pour les apprentissages des enfants et qui les suit tout au long de leurs parcours. Donc, le rôle de la famille dans la socialisation et l'avenir des enfants est décisif dans la socialisation, l'insertion sociale et l'avenir des jeunes. Les parents continuent d'influencer sur les jeunes même au-delà de l'enfance, parfois ils les guident tout au long de leur vie, en particulier dans des contextes où il y a un manque de cohésion et de capital social, les parents leur sert d'appui et référence.

En Algérie où la société n'offre plus de structures d'intégration et d'accompagnement (loisirs, associations, religion, travail...), la famille reste souvent le groupe auquel l'individu se sent

le plus lié, même au passage à l'âge adulte, cela se traduit souvent par des comportements identiques. Si l'enfance est entendue suivant la Convention Internationale des droits de l'enfant comme la période de la vie allant de 0 à 18 ans, dans certains contextes elle peut être prolongée au-delà de 24 ans. Dans le cas de l'Algérie souvent les enfants restent dans les domiciles familiaux même une fois mariés car, la société n'offre pas d'autres alternatives pour qu'un jeune atteigne son autonomie sociale.

### **L'enfant comme objet d'affection et d'ambition**

Claude Dubar dans son ouvrage « La Socialisation. Construction des identités sociales et professionnelles », postule que la socialisation qui permet la construction des identités sociales, ne se résume pas à une simple transmission de normes et de valeurs. Aujourd'hui, on a tendance à la définir comme ensemble de représentations que l'individu se construit. C'est ainsi que les jeunes acquièrent des habitus de famille. L'habitus est un principe qui structure la perception et l'action des individus. Il se traduit par des pratiques, des comportements et des représentations propres à sa classe sociale d'appartenance, son sexe, sa culture.

De nos jours, la famille nucléaire est devenue de plus en plus un espace dans lequel les individus protègent leur vie privée, ce qui va de pair avec l'augmentation du poids de l'affectif et d'une attention particulière à l'épanouissement de l'enfant. De plus, l'intimité de la famille est préservée et elle se replie sur l'enfant, et les relations sont sentimentales entre les parents et les enfants.

Pour P. Ariès, la famille moderne ne se définit pas exclusivement par l'augmentation du sentiment familial mais elle repose aussi sur les préoccupations éducatives. En effet, l'enfant peut être objet à la fois d'affection et d'ambition. Il souligne la prépondérance du capital scolaire et la diminution du patrimoine économique.

### **Le rôle de l'éducation**

Pour Bourdieu, la société est régie par un mode de production à composante scolaire ; la valeur d'une famille est définie par le montant du capital scolaire détenu par l'ensemble des



membres. Or, c'est l'école qui assure la certification, les diplômes selon les critères qui lui sont propres. Donc la dépendance des familles vis-à-vis de l'école est forte. Aucun milieu n'échappe aujourd'hui à l'emprise de cette institution qui délivre des titres. L'école joue un rôle de plus en plus crucial dans la socialisation des enfants et des jeunes, les familles orientent et exercent des pressions sur l'école.

Les modalités deux et trois ne varient toutefois pas indépendamment l'une de l'autre, plusieurs auteurs les regroupent en un seul type de lien : engagement dans les activités et les institutions conventionnelles (D. S. Elliott et al., 1979 et L. Walgrave). Ces auteurs établissent une relation hiérarchique entre les trois types de liens : l'enfant développe d'abord un attachement envers les personnes, ensuite se confronte aux institutions et enfin adhère (ou n'adhère pas) aux valeurs de la société.

### **Contexte mondial**

La mondialisation diffuse des caractéristiques sociales et économiques à travers la planète avec ses propres modalités et ses conséquences, en créant des déséquilibres entre et au sein même des pays. Depuis les années 1990, le monde a vécu un tournant décisif, on parle plus de réseau que de territoire. Mais l'apparente unification de l'espace planétaire cache de profondes disparités. A l'espace relativement homogène d'avant la révolution industrielle s'est substitué un espace hiérarchisé entre des territoires qui comptent dans l'économie mondiale et d'autres qui sont oubliés.

*Le monde de la globalisation est un monde de la concentration, de toutes les concentrations : la moitié de l'humanité réside sur 3 % des terres émergées, et la moitié de la richesse mondiale est produite sur 1 % des terres », explique Olivier Dollfus. Cependant, la mondialisation est avant tout un fait de civilisation de première grandeur qui ne peut pas ne pas interroger l'école au titre de sa mission civilisatrice (Walo Hutmacher, 2005).*

Dans ce contexte de l'évolution vers une « société-monde », l'éducation et la formation constituent des enjeux essentiels pour les sociétés et les individus à la fois. En outre, si les pays développés ont fait leur transition en ce qui concerne la révolution de la massification de l'enseignement et son corollaire sa féminisation, beaucoup de pays en voie de développement n'arrivent toujours pas à manager cette évolution (Cariou-Charton, S. 2016). À cette massification de l'enseignement et à la diversité des parcours de formation, il faut ajouter un facteur supplémentaire : les offres qui viennent de l'international. Ce phénomène en pleine croissance atteint de plein fouet les questionnements existentiels du jeune (Cariou-Charton, S. 2016), en particulier ceux des pays sous-développés. En effet, l'intensification de l'internationalisation de l'enseignement supérieur, sa diversification et la vitesse par laquelle les connaissances se développent et se diffusent, donnent lieu à une concurrence accrue dans le domaine de l'enseignement supérieur. Les pays sous-développés n'arrivent pas à répondre à la forte demande en formation que ce soit en volume, en qualité ou en diversité. De plus l'attractivité de certains pays développés et de leurs établissements d'enseignement supérieur charme les étudiants, d'autant que les perspectives de carrières sont plus grandes une fois le diplôme étranger en poche (Hugonnier, B. 2006). Aussi, l'internationalisation et la marchandisation du secteur de l'enseignement supérieur s'accompagne d'un mouvement normatif qui fait que l'international est systématiquement valorisé au détriment de ce qui est national. C'est ainsi que la mobilité internationale des étudiants et des universitaires, non seulement s'est développée, mais elle est devenue une source de revenus. De plus, l'internationalisation ne peut se réduire à des flux physiques, elle correspond aussi et surtout, à des influences culturelles, symboliques et normatives. Ce ne sont plus seulement des nombres d'étudiants et d'universitaires mobiles qui sont au cœur de l'internationalisation, mais aussi l'émergence d'un modèle globalisé (Christine Musselin, 2008). Le caractère mondialisé des réformes : présentées comme modernes, elles sont destinées à faire entrer l'Europe dans la société de la connaissance en faisant naître un marché unique du capital humain (Jorda, H. 2007). Ce marché unique est loin d'être accessible pour les jeunes du Sud.

## **Le corps d'hypothèses.**

Nous posons l'hypothèse que la mondialisation économique, l'internationalisation européenne de l'enseignement supérieur et l'institutionnalisation suivie de la promotion de la mobilité étudiante crée des inégalités à l'accès à l'enseignement de qualité, au travail bien rémunéré et l'espoir de devenir citoyen du monde avec des compétences internationales. En outre, ces inégalités renforcent l'écart déjà existant entre les pays du Nord et ceux du Sud et imposent des barrières ethniques et culturelles. De plus, les pays du Sud vivent des crises perpétuelles multidimensionnelles et n'offrent pas des conditions de vie prospères ni de perspectives d'avenir à leurs jeunes. Les étudiants, généralement connectés, jeunes et instruits désirent s'arracher à l'enfermement et à une « vie peau de chagrin » et veulent accéder à l'espace cosmopolite et à une éducation humaniste.

Nous considérons que l'étude des migrations algériennes est à insérer dans le contexte général de la société et l'analyse sociologique de la société algérienne actuelle est à saisir dans l'histoire et en particulier dans l'étude de la période coloniale. Tous les éléments qui constituent la société algérienne d'aujourd'hui ont été assemblés et accumulés pendant la longue période coloniale et ont donné de aspects particuliers de l'Algérie post-indépendante.

Les migrations et intentions de migrer des étudiants algériens sont à expliquer par une combinaison de facteurs de « répulsion » et de facteurs « d'attraction » comme toutes les migrations. Cependant, les facteurs répulsifs sont les plus prépondérants dans le cas des étudiants algérien. Ces facteurs qui font fuir sont liés à la dégradation du « lien social » et de « l'anomie sociale » qui érode la société algérienne depuis quelques décennies. Les structures sociales dont les systèmes d'éducation et d'enseignement supérieur ne jouent plus leurs rôles de cohésion et d'intégration sociale.

De ce fait, ce sont les étudiants issus des classes moyennes qui prennent les décisions d'émigrer. En effet, ce sont ces étudiants-là qui possèdent les différents capitaux (moyens financiers, maîtrise de la langue française, réseaux sociaux, maîtrise des moyens

informatique...) permettant de migrer. De plus, ce sont ces étudiants qui ont des aspirations pour occuper des postes supérieurs et qui n'y arrivent pas dans le contexte social de l'inflation des diplômes et de saturation des emplois.

D'ailleurs, les projets migratoires de ces étudiants possédants les capitaux migratoires sont soutenus et même initiés par leurs familles (parents et fratrie). Devant les défaillances de la cohésion sociale structurelles au niveau macro, les familles créent au niveau micro leurs propres cohésions familiales et parfois elles se surinvestissent dans des projets migratoires de leurs progénitures.

### **Aperçu démographique en Algérie**

En Algérie, les statistiques de l'office national des statistiques (ONS) indiquent que la population résidente en Algérie était de 42,578 millions de personnes au 1er juillet 2018, la répartition de ces naissances vivantes par sexe donne : 104 garçons pour 100 filles. Sous l'hypothèse du maintien du rythme de croissance de l'année dernière, la population résidente totale atteindra 43,9 millions au 1er janvier 2020, selon l'ONS (Agence de Presse.dz. 2019). La population des moins de 30 ans a été de 22,48 millions, soit 54% de la population globale, selon les chiffres rendus publics par l'ONS. Les mêmes chiffres révèlent également que les moins de 25 ans ont été de 18,76 millions d'individus, soit 45% de la population globale. L'Algérie est de ce fait toujours jeune. Cela rend difficile la satisfaction des besoins de cette catégorie de la population en terme de scolarité et travail en particulier.

La population scolarisée est en constante hausse et le taux le plus élevé est situé au niveau du cycle primaire, le bulletin des statistiques de l'Office National des Statistiques indique que

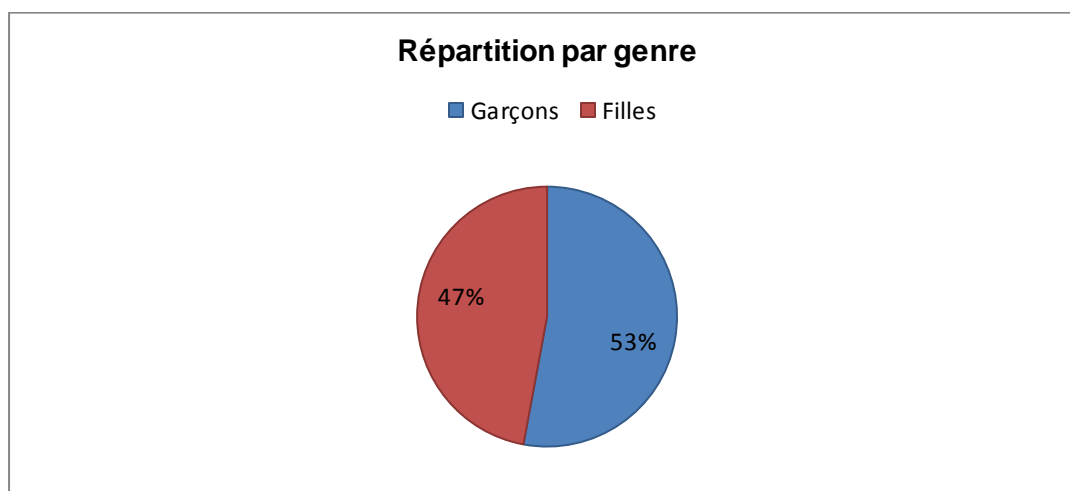
*Au terme de l'année scolaire 2018-2019, le total des élèves scolarisés est évalué à 9.211.640 élèves tous cycles confondus. Les élèves du palier primaire (y compris les élèves du préparatoire) représentent 54% du total des élèves et le reste des taux est réparti entre les cycles moyen et secondaire. Pour ce qui est de l'enseignement secondaire, le nombre d'élèves au cours de l'année scolaire*

2018-2019 s'élève à plus d'un million deux cent (1.222.673), dont 55% de filles et 45% de garçons.

## I-Traitement statistiques de notre échantillon

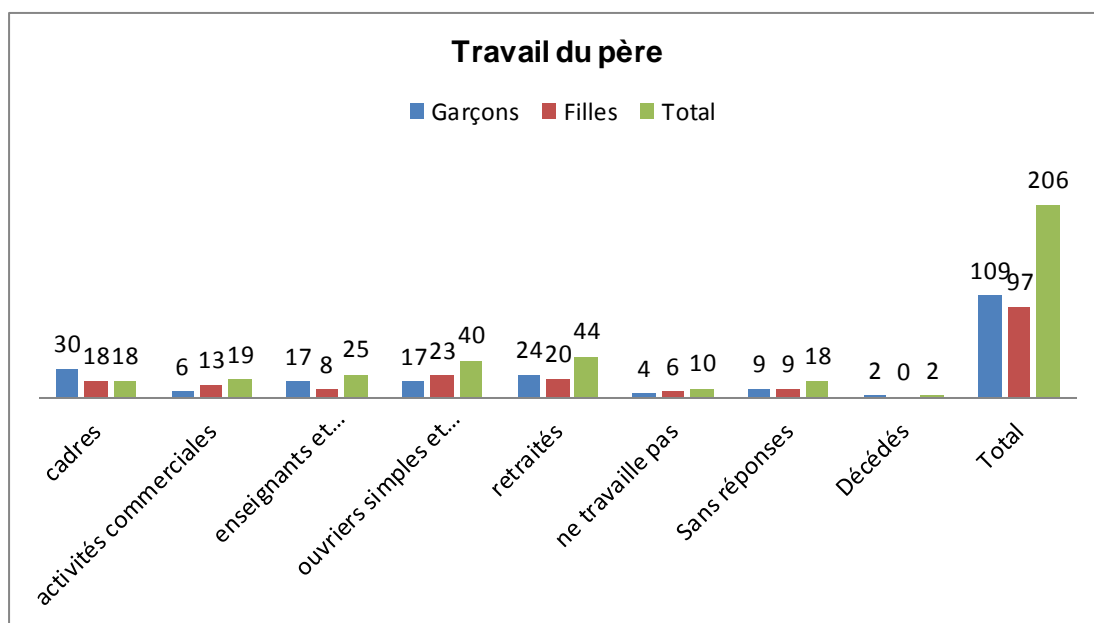
Nous avons questionné en novembre 2019 plusieurs étudiants des écoles supérieures des filières sciences et technologies. Nous avons traité 206 questionnaires exploitables.

### 1-Répartition par genre : Sur les 206 il y a 109 garçons et 97 filles.

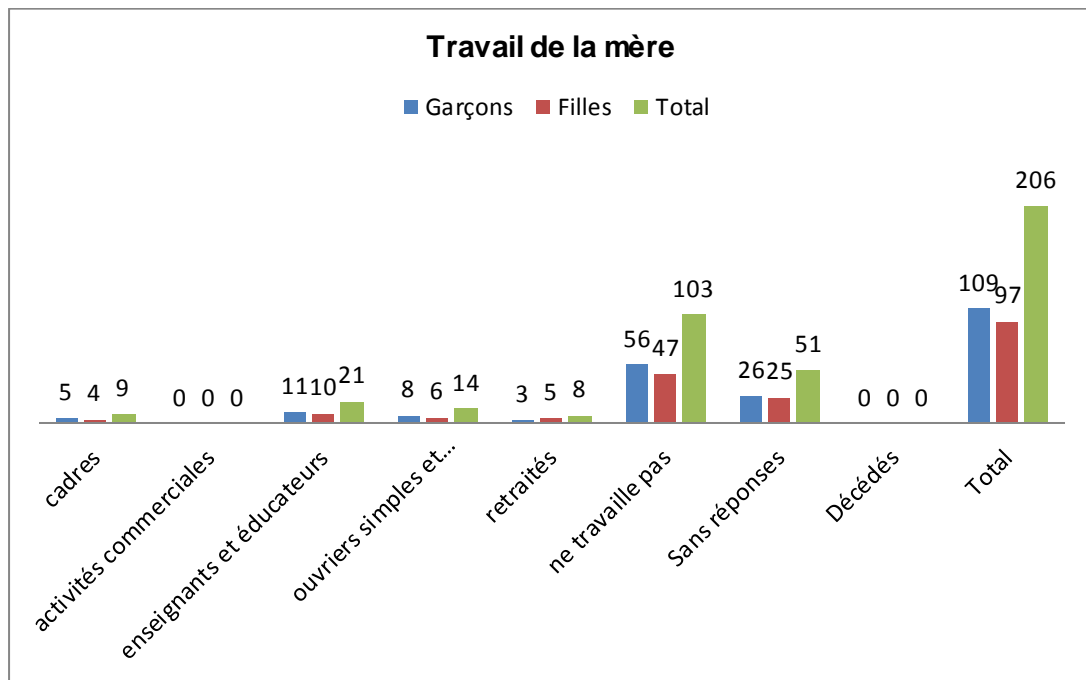


### 2-Répartition par le travail de leurs parents

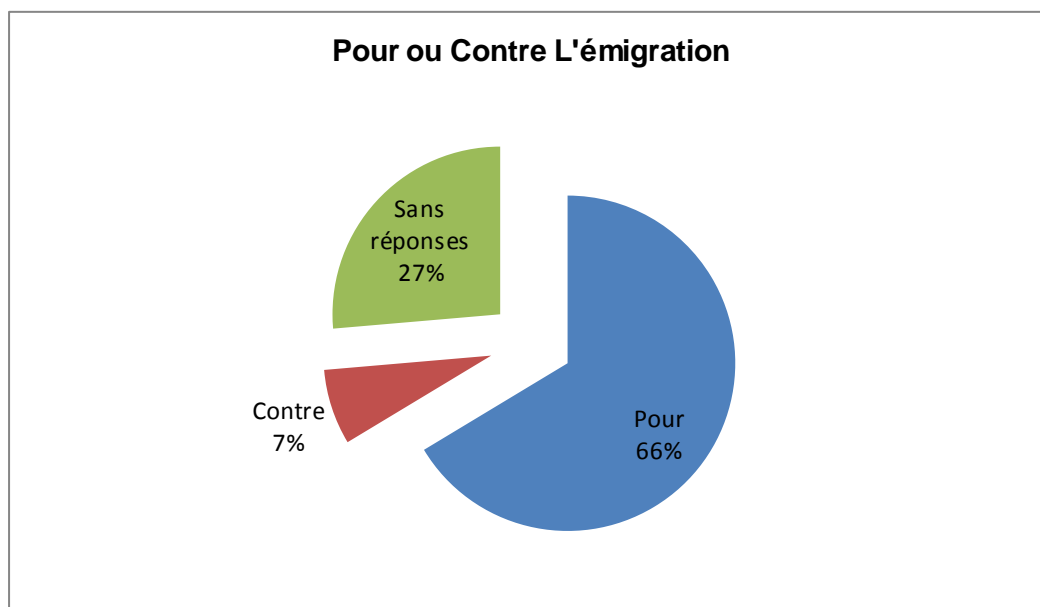
#### a-Travail du père



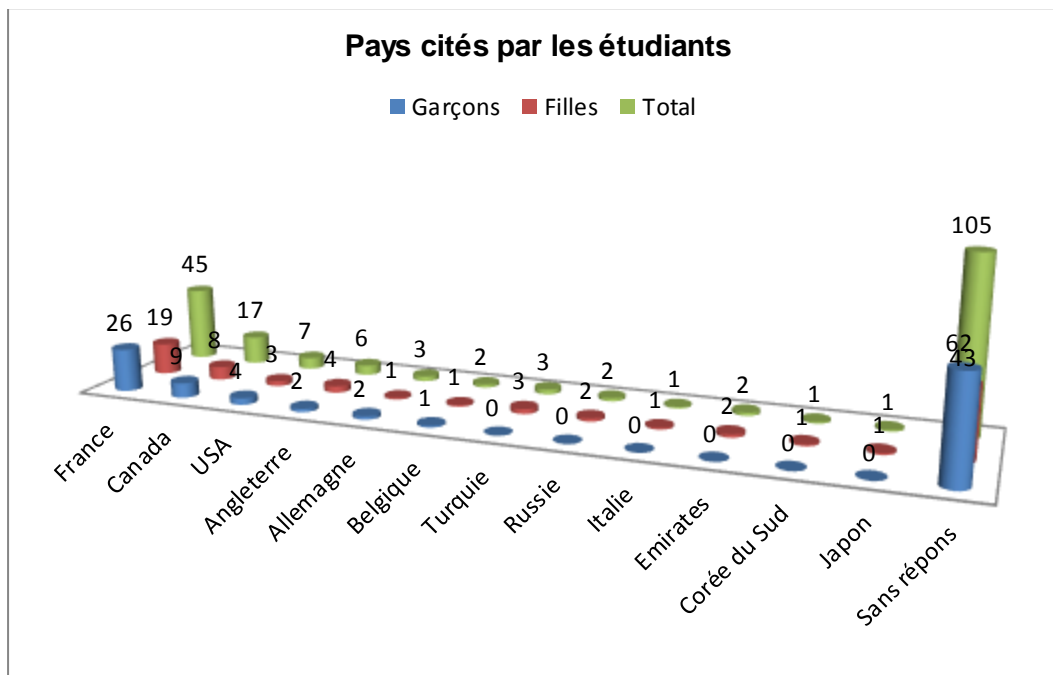
**b-Travail de la mère**



**3-Pour ou contre le départ à l'étranger**



**5-Pays de préférence cités**



**NB :** Les écoles supérieures d'ingénieurs comme l'école supérieure des sciences appliquées (ESSA) et l'École Nationale Supérieure de Technologie (L'ENST) sont des établissements d'enseignement supérieur algérien visant à former des élites dans les domaines des sciences et des technologies. Elles ont été créées en 2009 et ont ouvert leurs portes aux étudiants en septembre 2010. Ces écoles recrutent des étudiants parmi les meilleurs bacheliers des filières mathématiques, scientifiques et technologiques.

### **La France pays de 1<sup>er</sup> choix des étudiants algériens**

« La France est de très loin le premier pays d'accueil des étudiants en provenance d'Algérie, et ces étudiants sont les bienvenus en France. Nous sommes fiers que 90% des étudiants algériens qui poursuivent leurs études à l'étranger choisissent de le faire dans notre pays. Ils sont 23 000 aujourd'hui, ils peuvent être plus demain. Ils représentent en France près de 8% du total des étudiants étrangers », ce sont les propos de B. Emie, ambassadeur de France en Algérie (2015). Malgré les difficultés que rencontrent les étudiants Algériens, pour s'inscrire dans les établissements d'enseignement supérieur français et pour rentrer sur le territoire Français et malgré la précarité dans laquelle ils y vivent lorsqu'ils y arrivent, rien ne démotive ces étudiants à tenter tous les moyens pour décrocher une place pédagogique en France. Cet engouement des étudiants algériens à émigrer en France pourrait être expliqué par plusieurs logiques : historiques, géographiques,

politiques, économiques, sociales et culturelles...etc. En somme, des facteurs « pull » et d'autres « push » sont à l'origine de ces migrations vers la France. En effet, plusieurs facteurs attirent les étudiants algériens vers la France, néanmoins, d'autres facteurs découlent des conditions sociales et environnementales du pays d'origine. Sans doute, parce qu'elle relève d'une problématique sociologique plus large -celle de l'impact de la structure sociale sur les conduites de l'individu (Duru-Bellat et Suchaut, 2005)- cette interrogation revêt une importance cruciale pour quiconque souhaite mieux comprendre les raisons qui poussent les jeunes à suivre ou à sortir des sentiers que l'éducation nationale a balisé pour eux (N. Leroy, 2009). A. Sayad, a déjà préconisé d'étudier le contexte général et la genèse du phénomène « émigration-immigration » pour mieux comprendre le phénomène migratoire dans sa globalité : « Reconstituées de façon complète, les trajectoires des émigrés permettent de saisir les conditions qui ont été à l'origine des départs et qui ont modelé un certain type d'attitude collective à l'égard de l'émigration ; elles livrent aussi, le système des autres déterminations qui ont amené l'émigré à sa position actuelle »(A. Sayad, 1977). Considérons que les systèmes d'enseignement et d'éducation se définissent par leurs deux fonctions principales à savoir : l'intégration et la cohésion sociales. La première contribue à l'harmonisation des structures et leur adaptation à la société. La seconde, s'attache à tous ce qui concerne l'adhésion aux mêmes valeurs et à la culture nationale. La distribution objective des rôles et des positions sociales, la justice sociale, le niveau scolaire, le taux d'emploi, les transferts sociaux...etc., relèvent de l'intégration sociale. En ce qui concerne la cohésion sociale, ce sont les dynamiques des acteurs, les relations sociales que tiennent les individus entre eux et avec leurs institutions, les valeurs, la confiance et la tolérance et tout ce qui relève du capital social (F. Dubet, M. Dru-Bellat et A. Vérétoùt, 2010).

## **II-Traitement des discours**

### ***Le 1<sup>er</sup> choix France***

La majorité des étudiants filles et garçons ont répondu qu'ils désiraient aller en France pour faire des études. Certains, ont précisé qu'ils avaient déjà entamé leurs démarches, et



d'autres ont précisé qu'ils allaient partir une fois qu'ils auraient leurs diplômes de graduation en poche. Les raisons qu'ils ont données pour le choix de la France, la majorité ont avancé le fait qu'ils avaient de la famille ou des proches déjà installés en France. Ils ont aussi expliqué ce choix par le fait que les études en France ressemblent aux études ici en Algérie et ils ont donné des exemples de leurs amis, frères ou cousins qui font leurs études dans les universités françaises et se débrouillent bien. Certains étudiants ont donné des détails par rapport aux procédures d'inscription dans les établissements d'enseignement supérieurs en France, en mentionnant le montant des frais d'inscription qui n'est pas très élevé ; en expliquant aussi, que les résidences du Crous sont à leurs portée et permettent une vie commode avec beaucoup de facilitations pour bien étudier. D'autres étudiants ont expliqué leurs choix par le fait qu'en France les étudiants peuvent avoir un travail étudiant qui leur permet de devenir autonome et aussi d'acquérir une expérience de travail. Certains étudiants ont expliqué leur choix par le fait que l'enseignement supérieur en France est de haute qualité et que la France a des traditions très anciennes d'enseignement et de recherche scientifique.

La majorité des étudiants aussi ont donné comme explication de leur choix, la langue française qui est leur langue des études et donc, ils ne trouveront pas de difficultés à s'adapter et à suivre leurs études. En plus des liens historiques et la proximité géographique avec la France.

On a remarqué lors de nos analyses des discours des étudiants que les étudiants qui veulent ou qui projettent d'aller en France ont des familles installées en France et possèdent déjà un capital migratoire.

*« C'est une bonne chose que de partir. Moi je compte aller en France, c'est un pays développé qui a beaucoup d'universités. Un diplôme d'une université française a une grande valeur. Beaucoup d'algériens sont en France, ils ne reviennent pas car ils vivent mieux là-bas qu'ici. Dans mon entourage j'ai beaucoup de membres de ma famille qui sont en France et m'encouragent à y aller. Mais je vais y aller après avoir obtenu mon diplôme d'ingénieur ici. » M. Abderahmane*

« La France me paraît particulièrement attractive pour concrétiser mon projet d'étudier à l'étranger. La politique adaptée pour accueillir les étudiants étrangers, la qualité des formations et des enseignements qu'il offre, ainsi que la renommée des diplômes attribués en sont les principales raisons qui m'orientent vers la France. Mais pas seules, il ya aussi, la langue française qui m'est accessible et puis la France est la destination numéro1 des algériens donc, ça me facilitera mon adaptation qu'exige l'installation dans un pays étranger et diminuera le déracinement que je pourrais éprouver. » A. Massinissa

« Les étudiants choisissent la France parce que les études là-bas ne sont pas chères par rapport aux autres pays européens. »

« Je vais en France parce qu'elle permet aux étudiants de travailler au même temps de suivre les études. »

« En France les études se basent sur la pratique et la théorie, ici trop de théorie. »

« Les étudiants vont en France parce qu'ils ont des familles et des amis là-bas. »

« En France les universités sont publiques et les frais d'inscription varient entre 200 et 300 euros. Aussi, l'étudiant a le droit de travailler 20h par semaine à partir de 10euros l'heure. Pour l'hébergement, il y a le Crous. »

« J'ai des connaissances dans mon entourage qui sont partis en France et maintenant ils sont devenus des experts dans leurs domaines.»

« Les étudiants vont en France parce qu'ils maîtrisent plus ou moins la langue française. »

« On va en France parce que c'est le seul pays avec qui l'Algérie a signé de conventions dans l'enseignement supérieur. »

« La qualité de la formation, la formation académique reçue en France est mondialement reconnue, autrement dit si vous avez un diplôme français et que vous allez en Angleterre, votre diplôme garde sa même valeur, tandis que les diplômes algériens nécessitent souvent une équivalence. A mentionner aussi que le classement mondiale des universités appuie beaucoup ce fait là, la faculté de médecine d'Alger (Ziania) est classée plus de 6600 à l'échelle mondiale, tandis que l'UPMC (université Pierre et Marie Curie) de France de médecine en France est classée 36ème mondialement » .R. Adel

*« prenons comme exemple la France, les prix des études on été enregistrés pour l'année scolaire 2016-2017 comme il suit : 184€ la licence, 256€ le master, 391€ le doctorat, 610€ pour les diplômés d'ingénieurs, pour des spécialités que l'on peut faire gratuitement dans des universités locales ou écoles supérieures, a ajouter qu'il faut prévoir entre 700 et 1000€ par mois comme budget de vie mensuel entre le logement, les transports... etc. » Nawel 19 ans*

### **III-Projet migratoire un projet par et pour les parents**

**1<sup>er</sup> témoignage :** « Mes enfants, ils sont tous à l'étranger. Moi je me vante d'avoir des enfants qui sont à l'étranger. C'est le cas de tous les parents, c'est une fierté de dire que mon fils ou ma fille étudie à l'étranger.» Mokrane + de 65 ans, enseignant universitaire à la retraite

**2<sup>ème</sup> témoignage :** « Je pense que dans la vie les enfants c'est très important. On doit se sacrifier pour le futur de nos enfants. Envoyer son enfant pour étudier à l'étranger pour moi, c'est un investissement. Vous savez bien que notre pays n'offre pas de chance de se réaliser à nos jeunes. Donc aux parents de voir comment assurer l'avenir de leurs enfants. En tout cas c'est notre devoir de les soutenir ». Khadija 61 ans enseignante universitaire.

**3<sup>ème</sup> témoignage :** « Ma mère me dit souvent que je suis son espoir, d'ailleurs c'est elle qui m'a choisi le prénom. Elle a préféré me nommer « Amel » qui veut dire « espoir » car je suis tout son espoir. Elle s'est mariée à l'âge de 38 ans à cause des études, elle ne pensait pas avoir des enfants. Lorsque je suis née c'était pour elle une porte vers le bonheur, elle a arrêté tous ses projets pour se concentrer sur moi. Elle m'a donné une meilleure éducation et elle me répète toujours que ma naissance dans la société algérienne est erreur, car lorsqu'elle s'est mariée elle avait pour projet de s'installer en France car elle s'y rendait souvent. D'ailleurs, ses problèmes avec mon père étaient à cause de cela. Mon père avait une mentalité algérienne car ses parents ont une emprise sur lui, pour eux une femme quelque soit son niveau des études reste une femme. C'est-à-dire sa mission principale, c'est de procréer et de servir son mari et sa famille. Ma mère a une autre culture « moderne », elle me dit souvent que vivre dans une société comme la nôtre c'est du gâchis.

Elle souhaite pour moi une vie meilleure et un destin accompli, mais elle me dit qu'il faut beaucoup investir dans les études car dans les sociétés développées, il y a que les études très poussées qui pourront sauver un citoyen étranger ». AMEL 18 ans.

**4<sup>ème</sup> témoignage :** « Ma mère a obtenu une licence de langue italienne à l'âge de 24 ans, comme elle n'a pas trouvé de travail elle a préparé une licence d'interprétariat. Puis, elle a bénéficié d'un stage en Italie. Elle y était restée pendant 11 ans, elle a rencontré mon père et elle a eu des enfants. Puis mes parents ont décidé de rentrer au pays pour monter un commerce. Ils ont ouvert un bureau de traduction. Mais, mes parents veulent retourner à l'étranger car ici en Algérie ce n'est pas uniquement l'argent ou le travail qui fait défaut. Même lorsqu'on travaille et on gagne bien sa vie, on ne vit pas. C'est tout l'environnement qui est pourri. Mon père dit que les algériens sont entrain d'attraper des maladies, les nouveaux malades déclarés ne cesse d'augmenter. Il a peur pour moi et mes deux frères. »  
Nouha 17ans.

**5<sup>ème</sup> témoignage :** « Ma sœur est en France depuis trois ans, mes parents l'ont aidée pour s'inscrire en biologie après ils lui ont acheté un studio. Cela leur a coûté très cher, mais ils savent que je vais la rejoindre tôt ou tard. Maintenant, on me paye des cours pour décrocher le DELF et puis j'irai étudier en France. Ce sera plus facile pour moi car ma sœur va me soutenir et je n'aurai pas de problème d'hébergement. » SIDALI 18 ans.

**6<sup>ème</sup> témoignage :** « Cela fait une année depuis que je me suis inscrite en doctorat au département de culture berbère à Aix-En-Provence. Je vous avoue que cela n'a pas été facile pour moi, je reconnais que si ce n'était pas mon père toute seule je n'aurai rien fait. Mon père active beaucoup pour le mouvement de la culture amazigh, il assiste à tout ce qui se passe pour la promotion de la culture berbère même s'il pète un voyage loin, il ne lésine pas sur les moyens. Il a cela dans le sang, il nous dit qu'il faudrait qu'il y ait des gens qui travaillent pour notre culture sinon on sera déracinés. Vous savez mon prénom c'est tiré de notre histoire, il me l'a choisi pour que je n'oublierai pas mes origines. » Massissilia 28 ans.

**7<sup>ème</sup> témoignage :** « J'ai étudié en France, j'ai obtenu un diplôme d'économie, j'allais intégrer une équipe de recherche et rester en France. Puis une occasion s'est présentée

pour moi et je me suis rendu au CANADA où je travaille dans une école privée. Mon Directeur est comme un ami, il me dit que les jeunes algériennes sont des travailleurs et sont des gens de confiance. Je l'ai même invité pour une semaine en Kabylie, il a adoré. Ce qui ne me plait pas au Canada, c'est l'éloignement. J'ai quitté mon village à cause de mes parents pour les faire sortir de la pauvreté et maintenant je vais rentrer au village aussi à cause d'eux. Ils commencent à vieillir et je ne pourrais plus rester loin d'eux, c'est mon devoir d'être à leur côté et de les protéger. Mon Directeur va m'aider à monter un commerce en Kabylie. » Moussa 32 ans

### **Discussion**

La jeunesse est ce moment privilégié pour l'analyste durant lequel les ambitions sociales encore flottantes se définissent progressivement pour s'adapter à la condition objective d'une position (Olivier GALLAND. 1990). La post-adolescence et un âge critique, en particulier en Algérie où la société n'offre pas de structures de et d'occasions pour atteindre l'autonomie et entrer dans l'âge adulte, de plus le travail qui est un moyen d'insertion et d'accomplissement n'est pas facilement donnée. En effet, la baisse des offres d'emploi, dysfonctionnement de la relation formation-emploi, phénomènes de files d'attente constituent des phénomènes sociaux qui ne jouent pas en faveur des jeunes. De plus, l'élévation continue du niveau de formation contribue à l'élévation du niveau d'ambitions alors que celles-ci se trouvent de moins en moins bien adaptées à la structure effective des positions, à la fois à cause de la décroissance du nombre de positions offertes et à cause de la dévaluation des titres scolaires qui contribue au décalage croissant entre processus d'allocation et formation des ambitions. Le processus de socialisation intervient donc de façon beaucoup plus complexe et plus longue pour parvenir à adapter les ambitions sociales à la structure des positions : l'allongement de la jeunesse n'est donc pas uniquement contenu dans un phénomène mécanique de file d'attente (processus d'allocation), il correspond aussi à une nouvelle période moratoire de socialisation postscolaire contribuant à l'ajustement itératif ambitions-positions a longtemps qu'ont été mis en lumière des mécanismes de frustration relative tenant au décalage entre les fins, proposées en particulier

par le système scolaire, et les moyens légitimes de les réaliser. En Algérie, les attentes envers le système d'enseignement supérieur pour se construire socialement sont depuis l'indépendance en renforcement. Cette construction purement scolaire de l'identité sociale est rendue difficile par la dévaluation des diplômes causée par l'inflation des diplômés. Le post-adolescent est ce nouveau jeune qui entend construire un destin social qui n'est plus aussi souvent qu'autrefois donné à l'avance ;

*ce travail de définition, complexe et parfois douloureux, favorise la formation d'une nouvelle période de la vie qui peut à son tour être investie comme un mode de vie valorisant, lorsque les conditions s'y prêtent, l'indépendance personnelle et la jouissance d'une forme de liberté éphémère autorisée par le report des engagements familiaux (O. GALLAND. 1990).*

En Algérie, l'augmentation du nombre d'étudiants et de diplômés s'est accompagnée d'une diminution relative du nombre d'emplois offerts sur le marché du travail (Haddab, 2007).

Face à cette réalité, les candidats au départ se recrutent principalement dans les groupes sociaux issus de politiques de scolarisation de masse. Le départ pour raison d'études apparaît pour certains comme une option — voire *la* solution — permettant d'augmenter les chances d'insertion professionnelle et de mobilité sociale. En France, ces étudiants s'inscrivent majoritairement en sciences, secteur qui devance les lettres et sciences humaines (De Gourcy Constance. 2013).

La formation et l'emploi sont des facteurs de socialisation des jeunes en général, mais en Algérie dans le contexte d'aujourd'hui ces facteurs ne remplissent pas correctement cette fonction de socialisation avec équité. Les jeunes diplômés ressentent encore plus cette injustice vis-à-vis de l'insertion sociale car ils estiment que leurs efforts pour obtenir un diplôme ne sont pas rétribués comme il devrait l'être.

*Les perspectives de carrières sont plus grandes une fois en poche un diplôme étranger puisque l'on pourra alors soit travailler dans son propre pays, soit resté dans celui où on aura fait ses études, soit encore se rendre dans un tiers pays en travaillant pour une entreprise multinationale (Walo Hutmacher. 2005).*

Les jeunes instruits ressentent la marginalisation, c'est le mot qui revient dans les discours des étudiants. Le concept de marginalité désigne

*« un phénomène global d'exclusion par rapport aux principales règles économiques, politiques et sociales en faisant référence à des individus non intégrés, repérés par des indices économiques, psychologiques et sociaux »*  
[Mettelin, 1985].

L'histoire récente peut témoigner des ravages induits par l'inactivité : marginalisation, perte d'estime de soi, perte de repères, etc. (Blanchard, 2005 ; Gautié, 2009).

Beaucoup d'étudiants ont aussi relevé le désir d'enrichissement et de valorisation et d'accomplissement personnel. Comme le relève Russo (2006), de nos jours, la mobilité rencontre un fort consensus social. Portée par l'idéologie ambiante, elle s'investit de significations positives qui évoquent enrichissement personnel et ouverture socioculturelle. Au niveau de l'enseignement supérieur, elle recouvre des pratiques qui ont bénéficié d'une considération valorisante lors de la dernière décennie. Le changement de références, l'éloignement de chez soi, l'expérience du voyage, sont considérés comme des actes de construction de soi pour leur pouvoir formateur et non comme des obstacles à la survie dans un autre pays (Levy 2006, XIII). Les acquis – apprentissages des langues étrangères, d'attitudes et de valeurs autres – sont instrumentaux pour la création d'un esprit international, afin d'être opérant dans un avenir professionnel fait de mobilités enchaînées. Ces nouveaux capitaux ne mettent pas le voyageur « à l'abri des difficultés du contact avec les réalités peu ou nullement familières », mais toute difficulté sera considérée comme une épreuve qui, une fois surmontée, augmentera le capital expérientiel de ce candidat au cosmopolitisme (Cicchielli 2008, p. 156).

## **Conclusion**

Dans un registre plus culturel, la mondialisation entraîne aussi une recomposition des consciences, des identités, des citoyennetés et des sentiments d'appartenance. La mondialisation des médias et la globalisation des marchés entraînent aussi le

développement d'une conscience supra ou internationale. La diminution des contraintes spatiales et la prise de conscience du monde comme un tout entraînent une relativisation des points de référence individuels et nationaux (W. Hutmacher. 2005). De leur part les jeunes algériens et leurs parents préfèrent appartenir à la société civile mondiale. Avec l'avancement de la mondialisation et devant l'inflation des diplômés, les étudiants algériens armés de niveau d'instruction leur permettant d'accéder à ce qui se passe dans le monde, ont trouvé des alternatives d'espoir ne serait-ce que dans leurs imaginaires, c'est : « devenir international ou local à l'international. Ces dernières années, le capital migratoire s'est imposé dans l'imaginaire social à la fois comme une marque de modernité cosmopolite, un attribut de distinction, et un passeport potentiel vers l'élite. Les étudiants algériens ne sont pas en écart de cette internationalisation. Ils aspirent à faire la différence et à contourner les hiérarchies préétablies au niveau local et d'être présents sur le marché du travail international en devenant citoyen du monde sans frontières sans ancrage (Cécile Van De Velde. 2017).

Nous avons brossé un rapide portrait de l'effervescence que connaît la société algérienne actuellement et les conséquences qu'elle induit sur la société et les comportements des individus qui cherchent à s'en sortir. Les jeunes qui constituent plus de 70°/° de la population globale, cherchent leurs voie pour se réaliser au-delà des conditions sociales qui ne leurs permettent pas de se projeter. En effet, toutes les institutions à commencer par l'état ne sont pas en phase avec les aspirations de la population algérienne en soif de changement et de vie qu'ils méritent. La rente pétrolière n'a pas profité au peuple et les politiques économiques n'ont pas travaillé pour une économie diversifiée et durable créatrice de croissance. Les gouvernements qui ont succédé depuis 1962 n'ont pas travaillé pour construire une société cohésive et inclusive, des émeutes, des révoltes ont ponctuellement secoué l'Algérie. La société algérienne actuellement frôle l'anomie, le sentiment d'appartenance et la confiance sociale se sont détériorés. C'est ainsi que les parents prennent les reines pour sauver leurs enfants eux-mêmes, ils se débrouillent comme ils peuvent pour éviter à leurs progéniture de se verser dans les fléaux sociaux ou de mourir à petit feu.



Actuellement le gouvernement, cherche à apaiser la société par des mesures diverses, mais la confiance est rompue et ce qui a été détruit pendant plus d'un demi-siècle ne se rattrape pas en une année. Parmi ces mesures, l'élaboration d'un texte de loi pour mettre fin à l'animosité et le ressentiment qui divise les Algériens. Le texte, présenté par le ministre de la Justice, prévoit, essentiellement, «l'élaboration d'une stratégie nationale de prévention contre les crimes de discrimination et le discours de haine, avec l'association de la société civile et du secteur privé à sa préparation et à sa mise en œuvre, en sus de la mise en place de programmes d'enseignement en vue de la sensibilisation, la diffusion de la culture des droits de l'homme, de l'égalité, de la tolérance et du dialogue». Aussi, on prévoit «la création d'un Observatoire national de prévention contre la discrimination et le discours de haine», placé auprès du président de la République, observatoire qui aura le rôle d'une cellule de veille. Cela permettrait de mettre un terme aux tentatives de fragmentation de la société algérienne. C'est dire que ces mesures reconnaissent le manque de cohésion sociale et la désorganisation de la société algérienne. Cela joue et jouera encore un rôle essentiel dans l'augmentation du phénomène d'émigration. Nous concluons avec ces propos : Jean-Paul Sartre, défendant les étudiants dans un texte intitulé « La jeunesse piégée » qui expose de manière extrêmement lucide leur situation, résume ainsi ce qu'ils avaient compris : Les étudiants, à peine se mettent-ils au travail, constatent, d'une part, que l'enseignement octroyé a pour but exclusif de former des cadres en fonction des exigences de l'industrie privée et, d'autre part, que, sous sa forme actuelle, il n'est même pas capable de remplir cette fonction (Bradley SMITH. 2016). Dans le contexte algérien cette industrie n'existe même pas et donc, c'est aux jeunes d'aller chercher en dehors des frontières où se réaliser.

### ***Références bibliographiques***

Andréa REA et Maryse TRIPIER, 2008. *Sociologie de l'immigration*. Editions de La Découverte, Paris, 2008. P.5.

Bradley SMITH, 2016. Le « modèle » américain des universités : Change we can't believe in 2016-08-18. *Conjoncture*.

Carolina Pinto Baleisan et Cécile Van De Velde, 2017. *Migrations étudiantes Sud-Américaine. Trajectoires sociales et bifurcations biographiques*. Observatoire national de la vie étudiante (OVE). La documentation française. Vol : 164 pages.

De Gourcy Constance, 2013. Circulation estudiantine en France et projets migratoires sous contraintes. Figures de l'étudiant algérien dans la mondialisation, *Cahiers Québécois de démographie*, vol 42, n°2, automne 2013, p. 373-390.

Galland Olivier, 1990. Un nouvel âge de la vie. In : *Revue française de sociologie*, 1990, 31-4. pp. 529-551; doi : 10.2307/3322402. <https://www.persee.fr/doc/rfsoc>.

Russo, C. (2006). *L'adaptation socioculturelle des étudiants étrangers à l'Université de Genève. Le rôle de la nationalité, du sexe et des capacités relationnelles*. Mémoire de DESS, Université de Genève.

Sartre, Jean-Paul, 1972. La jeunesse piégée, in *Situations*, VIII, Paris, Gallimard, 1972, p. 244-245.

Victor Borgogno et Lise Andresen-Vollenweider, 2000. *Étudiants du Maghreb en France. Spécificités du « rameau féminin » de la migration ?* p. 285-306. CNRS Éditions.

Walo Hutmacher (2005). Un phénomène majeur : la sociologie de l'éducation et de la formation face à la mondialisation. Enjeux éducatifs de la mondialisation. La sociologie de l'éducation à l'épreuve des changements sociaux. *Enjeux éducatifs de la mondialisation* n° 16/2005/2 Éducation et Sociétés.